

Citoyenneté, une valeur éteinte ?



(Édito „Observatoire Européen du Plurilinguisme”/janvier 2015)

Il y a des valeurs que l'on croit éteintes ou en voie de l'être.

Avec la mondialisation, l'État voit ses pouvoirs contestés de toutes parts, entraînant le déclin de la patrie.

Avec l'exacerbation de la compétition économique, la solidarité s'effiloche.

La croissance génère des inégalités, donc on croit que les inégalités génèrent la croissance.

Des idéologues du marché imaginent le marché remplaçant la démocratie qui passe pour archaïque.

Il n'y a plus de services publics, mais des biens et services.

Il n'y a plus d'usagers, mais des clients, plus de citoyens, mais des sujets consommateurs.

Il n'y a plus de culture, mais des impulsions, il n'y a plus d'histoire mais des feuilletons, il n'y a plus de langues mais une lingua franca.

La liberté, on n'ose plus en parler, le concept devient creux.

Patrie, solidarité, égalité, fraternité, démocratie, république, citoyenneté, culture, histoire, droit de parler et de comprendre, liberté ne sont que ringardises face à un monde que façonne la technologie et qui change à toute vitesse.

Et puis un acte criminel, barbare, remet les pendules à l'heure. Ils croyaient la démocratie au bord du gouffre, la société française en voie de décomposition et que c'était là qu'il fallait attaquer. Et ils ont attaqué, après New York, Londres, Madrid, Bruxelles, Peshawar, etc.

Mais le peuple ne l'entend pas de cette oreille. En 48 heures, il dit au pouvoir ce qu'il a à faire. Et le pouvoir répond à une attente profonde et urgente. Il fait ce qu'il doit faire.

Le 11 janvier à Paris et dans toutes les villes de France, des grandes villes aux plus petites communes, c'est tout le peuple qui s'est réveillé et qui a envoyé un message clair.

On voulait nous mettre à genoux, et nous sommes tous debout.

Si l'on ne savait pas ce que veut dire être citoyen, maintenant nous le savons : être citoyen, c'est être responsable.

Mais on n'est pas responsable tout seul.

Ceux qui spéculaient sur la disparition de la France en ont pour leur grade. La patrie a donc du sens.

On ne se rassemble pas dans le culte de la différence. L'égalité a donc du sens.

On ne se rassemble pas dans le rejet de l'autre. La fraternité donc a du sens.

On ne se rassemble pas sans la reconnaissance de l'autre. La diversité a donc du sens.

On ne se rassemble pas sans le respect de l'autre. La laïcité a donc du sens.

On ne se rassemble pas pour rien. La démocratie a donc du sens, car nous avons des choses à partager.

Mais les Français n'étaient pas seuls. Personne, ou si peu, pour dire « c'est en France, donc c'est pas nous ». Dans tant de villes d'Europe, d'Amérique, d'Afrique et d'Asie, des citoyens se sont sentis concernés et ont exprimé leur attachement à des valeurs fondamentales, et pas seulement leur rejet du terrorisme. Une attaque contre un symbole de la liberté de pensée et d'expression, contre l'esprit critique, l'humour, la satire et le rire, contre l'intelligence et la liberté, avec lequel on n'est pas obligé d'être toujours d'accord, c'est énorme et c'est cela qui est en cause. On s'émeut devant le nombre

de victimes à Paris, mais la même semaine, au Nigéria, c'est 2000 morts civils suite aux attaques du groupe Boko Haram que l'on dénombre. Or, le monde ne se mobilise pas. Tout juste un communiqué de quelques secondes sur les antennes. Au Nigéria, on se contente de semer la terreur, à Paris, on fait un carnage et on s'attaque à un symbole : la démocratie et la laïcité.

La solidarité européenne et francophone est plus forte que tout, car il y a toute une culture commune, cet « impalpable » dont parle Umberto Eco, et dont on prend conscience quand on en sort. 2000 ans de vie commune en Europe, ce n'est pas rien.

Être citoyen, c'est être responsable, mais responsable de quoi ?

Responsable de soi-même.

Responsable des siens.

Responsable de son pays.

Responsable avec ses partenaires.

Responsable du monde.

Le citoyen comprend le monde dans lequel il vit.

Le citoyen sait, au moins par l'entretien de la mémoire, ce que signifie la guerre.

Le citoyen est éduqué, donc l'éducation est une priorité.

Mais attention, si le citoyen sait assez souvent ce qu'il veut, il n'a pas forcément la solution. Les occasions où le peuple fait comprendre sa volonté ne sont pas légion. Ce sont des circonstances exceptionnelles dont il ne faut pas souhaiter la répétition. Le moyen normal, c'est le vote, dont l'interprétation n'est pas toujours aisée, et qui est trop souvent organisé pour lui retirer la parole. L'exercice de la démocratie est un art difficile, tant les entreprises de captation et de détournement sont nombreuses.

Ce que nous allons dire vaut pour tous les peuples européens et du monde.

Le Français est d'abord citoyen français, car la France est pour lui son unité d'existence et de destin. Mais la France ayant uni son destin à ses voisins européens, il est aussi citoyen européen, comme les autres citoyens des pays de l'Union européenne, de trois façons :

- par son vote pour le Parlement européen dans la mesure où ce vote peut et devrait lui permettre de peser sur les décisions prises au niveau européen.

- par son gouvernement qui le représente au niveau européen.

- par son vote quand il réside dans un autre pays européen et qu'il participe aux élections locales.

Mais pour que la citoyenneté s'exerce pleinement, il faut que soit garanti un droit qui devrait être un droit fondamental : le droit de comprendre.

Tant que la citoyenneté n'était que nationale, le droit de comprendre se résume à la KLARSPRÅK suédoise que nous évoquons dans la Lettre n°56 et qui est déjà une affaire sérieuse. Mais à partir du moment où des décisions importantes se prennent au niveau européen et au niveau mondial, il faut que ce droit de comprendre puisse s'exercer pleinement. Il doit être organisé. Ce droit de comprendre s'appelle le plurilinguisme qui inclut la traduction et l'interprétation.

On prête à Camus (essai de 1944, "Sur une philosophie de l'expression", paru dans "Poésie 44") d'avoir écrit « **mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde** ».

L'espoir est ici que, dans toutes les langues du monde, on comprenne le sens de « patrie », « liberté », « égalité », « fraternité », « solidarité », « démocratie », « citoyenneté », « culture », « histoire », « république », et enfin « laïcité », mot tout simplement inconnu dans de nombreuses langues, à la lumière des expériences historiques, partagées ou non.

L'OEP

<http://www.observatoireplurilinguisme.eu/>